

MILNER, Sheilagh Hodgins et Henry MILNER, *The Decolonization of Quebec*. Toronto, McClelland & Stewart, 1973. ix-257 p. \$3.95.

Richard Jones

Volume 28, Number 3, décembre 1974

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/303383ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/303383ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Jones, R. (1974). Review of [MILNER, Sheilagh Hodgins et Henry MILNER, *The Decolonization of Quebec*. Toronto, McClelland & Stewart, 1973. ix-257 p. \$3.95.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 28(3), 445–446.
<https://doi.org/10.7202/303383ar>

MILNER, Sheilagh Hodgins & Henry MILNER, *The Decolonization of Quebec*, Toronto, McClelland & Stewart, 1973. ix-257 p. \$3.95.

L'évolution récente du Québec, depuis la Révolution tranquille, n'a pas suscité que la désapprobation chez les anglophones. Les prises de position les plus sympathiques proviennent généralement des milieux de la gauche — une revue mensuelle comme *Canadian Dimension*, le groupe *Waffle*, certains intellectuels. Les Milner font partie de ce groupe relativement restreint. L'analyse théorique qu'ils veulent dégager a pour but d'éclairer les Canadiens anglais, sinon de les amener à se solidariser à la lutte des Québécois pour la décolonisation. Mais l'étude veut contribuer aussi au combat même, en aidant les partisans de la libération nationale et sociale à mieux comprendre le sens de leur lutte. Dans leur préface, les auteurs avouent déjà un parti pris: leur "penchant socialiste" les amène à "favoriser le pouvoir ouvrier au Québec et ailleurs" et à "sympathiser avec la détermination croissante des Québécois de se libérer de la domination étrangère". Au dire des auteurs, l'évolution qu'ils souhaitent est en train de se réaliser, car les Québécois sont présentement engagés sur le chemin de l'indépendance et du socialisme.

Dans la première partie du livre, les Milner cherchent à démontrer que le Québec est un "satellite économique" et que les Québécois (franco-phones) sont une "majorité opprimée". Les chiffres auxquels ils recourent proviennent d'études généralement bien connues, comme celles de l'économiste André Raynauld et celles de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme. Après avoir brossé ce tableau de "l'économie d'une société colonisée", les auteurs concluent que les buts sociaux des masses québécoises — "égalité et justice" — vont de pair avec l'élimination de la domination économique étrangère: les revendications de classe et les revendications nationales se rejoignent dans un nationalisme de gauche.

La deuxième partie introduit une dimension historique. A l'époque de la crise économique des années 1930, nous dit-on, les masses sont soumises à la fois à l'élite traditionnelle locale et aux maîtres étrangers. Après 1940, la solidarité ouvrière se développe en même temps que l'élite autochtone s'affaiblit. La Révolution tranquille, menée par la nouvelle classe moyenne en fonction de ses besoins et de ses intérêts, signifie un rattrapage avec le reste du continent dans certains secteurs de la vie québécoise, notamment dans l'éducation. Mais elle ne met nullement en cause le régime capitaliste; elle renforce le système puisqu'elle favorise la modernisation de l'infrastructure. Lorsque certains éléments se mettent à contester l'ordre social et économique, les autorités durcissent leurs positions: c'est le "law and order", la répression, la censure.

D'après les auteurs, ce combat d'arrière-garde ne peut réussir. Le mouvement favorisant la libération économique, politique et culturelle des Québécois s'accroît et gagne de nouveaux appuis, par exemple dans les milieux syndicaux et chez les étudiants. Depuis 1965, particulièrement,

l'impatience des masses envers le statu quo s'intensifie et l'on entend de plus en plus fréquemment le chant populaire: "Ce n'est qu'un début; continuons le combat". La droite recule: "Ayant aperçu la lumière, les Québécois ne sont pas près de se faire reconduire dans la noirceur". La séparation du Québec d'avec le Canada est "presque inévitable" mais elle ne demeure qu'une "première étape". L'indépendance pourrait "mettre en branle les forces populaires qui bâtiront . . . un socialisme d'ici".

Les lecteurs de 1974 qui partagent le point de vue des Milner se voient sans doute obligés de modérer leur optimisme et de se rendre compte que le choc des groupes dans la province rend difficile toute interprétation globale de l'évolution du Québec. Au début des années 1970, on pouvait épiloguer sur la nouvelle politisation des syndicats; aujourd'hui, nous devons conclure qu'elle a été de courte durée et que c'est surtout l'inflation qui retient l'attention de l'ouvrier. Les masses sont toujours bien loin de croire que l'indépendance et le socialisme pourront résoudre leurs difficultés. De plus, les récentes révélations de la Commission Cliche doivent inquiéter ceux qui ont toujours rêvé à la "dictature du prolétariat" et cru que les patrons étaient seuls à exploiter. Quant à l'unité prolétarienne, les Milner prétendent qu'à mesure qu'une prise de conscience se développe, "cette agglomération" (groupant cols blancs et cols bleus, chômeurs, assistés sociaux et étudiants) "se fond dans une seule classe ouvrière". Mais si l'on considère les énormes disparités à l'intérieur de la "classe ouvrière", peut-on réellement penser que, des pilotes de ligne jusqu'aux journaliers non-syndiqués, en passant par les policiers, les pompiers et — toujours ignorés dans cette étude — les cultivateurs, il y a "prise de conscience" commune? Peut-on se convaincre que le socialisme va s'implanter à un moment où les égoïsmes individuels et des divers groupes de pression font oublier qu'il peut exister un intérêt collectif, une responsabilité sociale? Non, nous ne pouvons croire que l'indépendance et le socialisme sont inévitables ni qu'ils nous ouvriront la voie à l'utopie terrestre.

On peut féliciter les Milner de cet essai d'interprétation très fouillé de la société québécoise qui vaut autant que les meilleurs travaux que nous ayons vus sur le sujet. Mais il convient quand même de reconnaître combien nous, historiens de l'époque contemporaine, sommes souvent les victimes de l'absence d'un recul dans le temps et les instruments des idéologies que nous véhiculons.

*Département d'histoire
Université Laval*

RICHARD JONES